L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 16 FEVRIER 1893. 66me Année

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : 73 rue de Chartres

Dufour & Bonnet,
Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post Office at New Orleans, La. Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLÉANS.
JEUDI, 16 FEVRIER 1893.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

☞ Pour les petites annonces de Demandes Ventes et Locations, etc. qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 2e page.

La future administration de M. Cleveland.

La prochaine rentrée aux affaires du parti démocrate, cause, en ce moment, dans cette étendue de l'Union, une profonde anxiété. On épie, avec une intense curiosité, les pas et démarches du Président élu; on recueille, avec avidité, ses moindre mots; on fait des commentaires à perte de vue sur la formation du prochain cabinet. Cette fièvreuse attente n'est que trop naturelle: d'immenses intérêts sont en jeu, parmi lesquels beaucoup sont contradictoires et se font mutuellement la guerre.

L'Ouest a les siens, qui ne s'accordent pas, toujours, très bien, avec ceux de l'Est. Le Sud à les siens, qui doivent être d'autant plus respectables, aux yeux de la future administration, qu'il a été le plus ardent, le plus dévoué combattant, durant la lutte, et le principal instrument de la victoire du parti.

De l'Atlantique au Pacifique, des Lacs au Golfe, il n'y a certainement pas un Etat qui, dans la situation actuelle, ait autant à espérer où à redouter que la Louisiane. Il y va de l'avenir de sa principale industrie. Celle-ci est d'autant plus en danger que le régime auquel elle a été soumise récemment, et qui fonctionne—nous devons le dire—à la satisfaction de tous, fait partie d'un système général de tarif qu'il est nécessaire d'abolir ou, tout au moins, de transformer. Au milieu de cette débâcle tarif McKinley, que deviendra la prime sur le sucre? Si elle est maintenue, noyée dans le courant de la réforme, quel sort sera réservé à notre industrie sucrière? Lui accordera-t-on une compensation, une protection quelconque, et cette protection sera-t-elle suffisante pour lui permettre de résister à la concurrence du dehors? Ce sont là de terribles questions, et l'on conçoit que les populations en attendent la solution avec une vive inquiétude.

La plupart des intérêts qui sont maintenant sur le tapis, dépendent, en grande partie, des choix que va faire M. Cleveland, des conseillers dont il va s'entourer. Ces choix indiqueront, assez nettement, la direction qu'il entend donner à son administration, sur quels objets portera ses premières réformes.

Parmi les noms cités semme devant faire partie du cabinet, il en est un qu'il est bon de relever; celui de M. Carlisle, un homme éminent, mais qui, naguère, a joué, dans le parti ultra libre-échangiste, un rôle hardi, inquiétant même. Heureusement, les années sont venues depuis refroidir, chez lui, un zèle un peu trop ardent, et mûrir des idées un peu trop absolues. L'échec de 1888 a été une sévère leçon pour les hommes de cette école. Ils sauront plier leur théorie aux besoins de la pratique. Ils aboliront, sans doute, un système qui menaçait de détruire le commerce du pays, qui était aussi funeste au producteur qu'au consommateur, et n'agait, au fond, d'autre but que de favoriser le monopole et la spéculation malhonnête, mais, en même temps, ils n'épargneront rien pour maintenir intactes les industries indigènes, parmi lesquelles nous plaçons, au premier rang, l'industrie sucrière.

Nous sommes donc rassurés sur la politique que va suivre M. Cleveland, et à sa suite, M Carlisle. Ce sont, avant tout, d'honnêtes gens, qui n'ont d'autre but que d'assurer la grandeur et la prospérité du pays. Il leur suffira d'un moment de réflexion, d'une courte étude de la situation, pour maintenir la prime sur le sucre, telle qu'elle existe, ou s'ils jugent à propos de l'abolir, pour la remplacer par un droit d'entrée qui, tout en sauvant notre industrie, servira à grossir les revenus du Trésor.

Breuvage à la mode.—Le CHOCOLAT MENIER est le breuvage à la mode. En avez-vous jamais fait l'essai? Envoyez carte postale pour échantillons et renseignements. "MÉNIER, New-York."

Le Pectoral Cerise d'Ayer est, sans contesté, la meilleure de toutes les préparations pour les affections pulmonaires.

La Mutualité Maternelle en France.

La société la Mutualité maternelle, qui a pour but—comme on sait—de donner à ses adhérentes, quand elles sont en couches, une indemnité leur permettant de s'abstenir de tous travaux et de fournir, en même temps, à l'enfant les soins nutritifs dont il a plus particulièrement besoin pendant le mois suivant la naissance, a tenu, le 30 janvier, dans la salle de la Société d'horticulture, 84, rue de Grenelle, Paris, sa seconde assemblée générale.

M. Jules Simon présidait, ayant à ses côtés M. Brylinsky, président de l'œuvre, Mlle Millochau, vice-présidente, les vice-présidents, MM. Ancelot et Présent, ainsi que le trésorier, M. Félix Dalsace.

—C'est M. Brylinski qui a ouvert la séance en faisant, aux vifs applaudissements de l'assistance, le compte rendu moral de l'année 1892.

De cet exposé, il résulte que les résultat acquis sont des plus satisfaisants. Grâce à la mutualité maternelle, la mortalité, chez les enfants qu'elle a secourus, n'a été que de 8 0/0, alors qu'elle est, d'ordinaire, ainsi que le constatent les chiffres fournis par M. Bertillon, de 35 à 40 0/0 chez les enfants dont les mères continuent à travailler dans le mois suivant l'accouchement. Après M. Brylinsky, le trésorier de la société—M. Félix Dalsace—a donné lecture du compte rendu financier. Il établit que les recettes ont été de 70,963 francs 45. Il reste en caisse, à la société, 51,280 fr. 60.

—M. Jules Simon a ensuite prononcé une allocution qui, à diverses reprises, a provoqué d'enthousiastes applaudissements. Dans son discours, l'éminent collaborateur du *Temps* a énuméré tous les services que rendaient à la société les organisateurs de l'œuvre de la Mutualité maternelle.

"Des associations de ce genre—a-t-il dit—en développant le seul sentiment de la fraternité, sont, pour tous les malheureux, en dehors des services qu'elles rendent, une satisfaction et un soulagement. L'œuvre de la Mutualité maternelle concourt, puissamment, au relèvement de la population française et à la reconstitution de la famille."

—A la fin de la cérémonie, Mme Broisat, de la Comédie-Française, a récité une poésie de M. Fabié intitulée "Pour les mamans et les bébés."

Monsieur de Callnaux lit son journal:

"On signale, dans la province de Constantine, de nouveaux vols de sauterelles..."

—Il n'y a donc pas de police dans ce pays-là! périe l'ineffable gobe-mouches.

La Pectorale Cerise d'Ayer est, sans conteste, la meilleure de toutes les préparations pour les affections pulmonaires.

LOUISIANE.

Le *Louisiana Planter and Sugar Manufacturer*, Nouvelle-Orléans, du 11 février:

Bon temps pour les travaux des champs, cette semaine. S'il n'y avait pas eu, les matinées, des brouillards épais, on pourrait ajouter: temps sec.

L'ensemencement marche donc très bien.

Un ancien planteur nous disait récemment qu'il n'avait jamais vu un mois de janvier aussi sec. Il n'est pas tombé, durant toute cette période, 2 1/2 pouces d'eau, ce qui est extraordinaire, vu que la moyenne pour l'année entière est de 56 pouces.

Nos planteurs ont confiance dans le Congrès, et croient qu'on ne troublera pas leur situation.

Voici une preuve de la hausse qui se manifeste dans la valeur des propriétés. Il vient de se vendre sur le bayon Martinguin, 51 acres $1,250. Il y a quelques années, c'était un marécage qu'on avait abandonné, pour n'en pas payer la taxe.

MM. Berthelot père et fils, de Chatham et de Glaiborne, vont acheter Old Hickory, propriété de M. Rusha, pour la transformer et en faire une excellente ferme sucrière. M. V. Berthelot connaît cette terre; il l'a longtemps cultivée lui-même comme agent.

Dans la partie inférieure de notre paroisse, les planteurs font l'achat des cannes aux conditions suivantes: 70 cents la tonne, pour chaque cent la livre qu'obtiendra, sur le marché, le sucre jaune clarifié, en y ajoutant la prime.

—MM. Robin et Babin qui s'apprêtent à cultiver 42 acres de cannes, ont l'intention de vendre leurs produits à M. C. Supple, de Catherine.

—On avait fait une forte coupure, il y a quelque temps, sur l'habitation Ste-Marie, à M. Valère Sonrage, pour se retirer une dalle à riz et l'on a oublié, depuis, de la combler. Il y a là un danger qu'il faut prévenir. Nos planteurs devraient attirer l'attention des inspecteurs de levées sur ce fait.

Bon nombre de planteurs s'occupent, maintenant, de fermer les crevasses qui se sont produites, le long du Bayon Plaquemine. Cela fait, l'eau de l'Atchafalaya qui remplit les bayous Goula, Tigre et autres et rend stérile le drainage de plusieurs habitations, va se jeter dans la partie basse de Grande Rivière et s'écoulera, de là, dans les marécages inférieurs en même sera refoulée, par le Grand Lac, plus bas, dans le courant de l'Atchafalaya.

—LETTRE DE LA PAROISSE POINTE-COUPÉE:

Quand nous lisons dans le *Planter*, les lettres des correspondants dans lesquelles il est question du tant de contrats, entre les petits et les gros planteurs, pour l'achat et la vente des cannes, au profit de tous, acheteurs et vendeurs, nous nous demandons pourquoi, dans notre paroisse, on n'en fait pas autant.

Le major J. Vignes et son fils Aloès, vont exploiter, eux mêmes leur habitation, près de Waterloo, qu'ils avaient louée, il y a cinq ou six ans, à M. M. Thompson. Le major étant un planteur très expérimenté, l'habitation ne peut que gagner au change.

Il vient de passer, à travers New Roads de nombreux véhicules pleins de graine de coton que l'on transporte sur l'habitation St-Clair. Cette graine va servir d'engrais.

M. J. H. Seibert qui avait fait de sa propriété une ferme à coton, revient à la culture de la canne.

Le fleuve baisse lentement; nos planteurs commencent à espérer qu'ils échapperont aux grandes eaux, cette année.

—LETTRE DE LA PAROISSE LAFOURCHE:

MM. Barker et Lépine qui ont acheté dernièrement Laurel Valley, ont déjà transformé et amélioré la sucrerie, de cette habitation; ils font construire en ce moment, un petit chemin de fer qui reliera leur ancienne propriété à la nouvelle. La distance est de quatre milles; mais il leur faut l'assentiment de 33 planteurs dont ils ont besoin d'obtenir le droit de passage. Il paraît qu'aucun d'entre ces derniers ne fait objection au projet. Tous pourront ainsi expédier leurs cannes à Laurel Valley, où elles seront roulées.

Ils y gagneront beaucoup, car, jusqu'ici, on ne cultivait, sur ces fermes, que du maïs, des pommes de terre, du tiz. Quelques fermiers, qui habitent plus haut que Laurel Valley, demandent même à MM. Barker et Lépine de prolonger le prochain chemin de fer jusqu'à leurs propriétés. MM. Barker et Lépine ne demandent pas mieux. Toute cette région va être transformée en une vaste habitation sucrière, qui aura pour centre Laurel Valley.

Le major Legarde a acheté Energie au Dr J. A. Blanchard, pour la transformer en habitation sucrière.

Le major va y planter, cette année, de 60 à 70 acres. La roulaison se fera sur Leighton. Le prix de vente a été de $26,440.

—LETTRE DE LA PAROISSE AVOYELLES:

On a beaucoup ensemencé, les premiers jours de la semaine qui vient de s'écouler. Malheureusement, il a fallu interrompre les travaux, le 3, à cause de la pluie.

—Encore une habitation qui doit obtenir de grands succès dans la culture de la canne, celle de MM. Lyle et Knoll; les terres en sont très fertiles.

On a fait bien peu de jardinage, depuis le commencement de l'année, à cause de l'incertitude du temps. On n'a nulle part planté de pommes de terre. Les planteurs préfèrent attendre les premières chaleurs.

Depuis que le coton a manqué, nos fermiers commencent à comprendre la nécessité de se suffire à eux-mêmes; ils font plus de maïs qu'auparavant. Il nous faudrait une bonne loi sur les clôtures, pour les animaux. Nos fermiers se ruinent en dépenses, pour la construction de longues lignes, des barrières, pour empêcher les animaux de pénétrer dans leur champ. Le petit nombre de bestiaux qu'ils élèvent, n'est pas en rapport avec l'énormité des dépenses. Le meilleur système à suivre, c'est de parquer les animaux. L'argent que contient ces barrières inutiles, serait bien mieux employé dans la construction de résidences confortables.

—LETTRE DE LA PAROISSE TERREBONNE:

Si le temps que nous avons, à présent, est prolongé deux semaines de plus, tous les travaux des champs seront achevés.

La semence de cannes est excellente, excepté sur deux ou trois propriétés où l'on n'a pas eu le soin de recouvrir celles qui avaient été mises en matelas.

En général, il se perd, en Louisiane, trop de cannes pour la semence. Un sixième de la récolte y passe, tous les ans. Ne pourrait-on pas diminuer cette perte? On ne tire pas les cannes des "windrows", avec assez de soin. Il en est de même pour l'ensemencement, on en met trop, dans le sol. La Louisiane est le pays où l'on est le plus prodigue sous ce rapport. Si l'on était mieux préparé, il faudrait moins de cannes pour l'ensemencement. Avant longtemps, on changera le système suivi actuellement et l'on s'épargnera toutes ces pertes.

—On se sert plus que jamais de graine de coton, comme engrais. Nos planteurs y trouvent leur compte. La quantité par acre varie de 200 à 800 livres. C'est surtout quand on plante, deux fois de suite, la canne sur le même terrain, qu'il faut de plus abondants engrais.

—Il est fortement question de construire une usine centrale, près de Schriever; on parle aussi de la construction d'un chemin de fer qui descendrait le bayou Grand Caillou. La prospérité de notre région dépend des progrès qu'y fera la culture de la canne.

L'expérience prouve que rien ne détruit de fond en comble les Scrofules, comme la Salsepareille d'Ayer.

Rappelez-vous que pour un fort rhume, il n'y a pas de remède plus efficace que le Sirop de Descogé.

Cette excellente préparation existe depuis 63 ans.

Son succès a été admis depuis longtemps, dans les cas de Rhumes, de Toux invétérée, d'Asthme, Bronchite, Inflammation de la Gorge, de l'Estomac et des Intestins, le crachement de Sang et la Coqueluche.

Espagne.

LE PARTI RÉPUBLICAIN.

Au profond silence qu'il gardait depuis longtemps, on aurait pu croire—dit le *Journal des Débats*—que le parti républicain espagnol avait cessé d'exister. Il n'en était rien: fractionné, il continuait à vivre, d'une vie intense, encore que stérile et solitaire. Un événement inattendu vient de changer ces conditions d'existence modeste: les fractions se sont rapprochées; les centralistes, les fédéraux et les progressistes se sont réunis; MM. Pi y Margall, Salmeron et Ruiz Zorrilla se sont tendu la main; et, de la réconciliation de ces frères ennemis, sont nés un nouveau parti et un Manifeste. Le nouveau parti s'appelle l'Union républicaine, et il expose, dans le Manifeste, ses principes, ses espérances et ses projets, mais ni le parti, ni le Manifeste ne présenteraient, peut-être, assez d'originalité pour qu'il y ait urgence à les étudier, s'ils ne tiraient, des circonstances extérieures et du moment où ils se produisent, une importance et un intérêt singuliers. C'est ce que nous voudrions expliquer en quelques lignes.

Depuis le 10 décembre 1892, M. Sagasta est ministre, et on se rappelle dans quelles conditions et au milieu de quelles difficultés il a pu constituer le Cabinet. Désireux de s'assurer, d'abord, la totalité des forces libérales, il avait choisi, avec soin, ses ministres parmi les divers groupes de ce parti. D'autre part, pour ne pas effrayer les conservateurs, il avait adopté, presque entièrement, le programme du premier ministère Canovas, du 7 juillet 1890. Grâce à cette habile tactique, tout semblait fort bien marcher, et l'opinion publique avait accueilli, avec une faveur marquée, les déclarations du nouveau Cabinet, quand la question des élections est venue jeter la discorde au sein du parti libéral, et changer, en hostilités à peine dissimulées, des dispositions si unanimement favorables. Notre correspondant de Madrid, il y a peu de jours, le marquait avec précision, et en donnant des chiffres: il y a 300 sièges, et l'on présente 2.000 candidats; chaque groupe veut obtenir pour les siens la consécration officielle; on s'agite, on se démène, on presse les ministres, mais le nombre des sièges est trop petit pour qu'on puisse satisfaire toutes les ambitions, et il restera, quoi qu'on fasse, 1,700 mécontents. Il est facile, alors, de s'imaginer ce qui arrivera; les amours-propres blessés, les rancunes des candidats évincés et de leurs amis, les colères des groupes et sous-groupes, indignés que le ministère n'ait pas tenu plus de compte de leurs désirs. Assurément nous n'en sommes pas encore à la guerre ouverte, mais il est facile de la prévoir, et déjà l'on prépare les armes. M. Sagasta peut, fort bien, se trouver avant peu, assez mal en point.

Il semble que nous ayons perdu de vue l'Union républicaine et son Manifeste. C'est précisément à cette heure qu'elle intervient, alors que les élections approchent et que le pays troublé ne voit, ni parmi les conservateurs, ni parmi les libéraux, de groupe politique assez fortement établi pour constituer un gouvernement durable, et il faut reconnaître que le moment est propice pour la propagande républicaine. Certaines villes importantes lui sont acquises—Barcelone, Cadix, la Corogne, Saragosse, Séville, Valence; ce sont là des centres d'action, mais, pour que cette action soit efficace, il faut, d'une part, que toutes les forces dont la partie peut disposer soient rassemblées—et, de là, la nécessité de l'union que nous signalions plus haut;—de l'autre, que la campagne soit menée avec un certain éclat, qu'on ne ménage ni le bruit, ni les proclamations sonores, et, de là, le Manifeste un peu pompeux dont nous parlions.

Ne nous laissons pas abuser par la prétention, parfois gauche et naïve, qui éclate en certains passages de ce document. Les révolutionnaires d'Espagne sont gens habiles et qui savent l'effet des syllabes sur des cerveaux méridionaux. Telle phrase qui nous paraît ridicule dans son emphase, les par un portefeuille au milieu d'un groupe de badauds, transportera l'auditoire et vaudra une donzaine de voix au candidat républicain du lieu. Le morceau de bravoure même qui termine la pièce, et dans lequel le parti voit ses espérances réalisées et la République installée en Espagne, n'est pas un hors-d'œuvre: il rauimera, peut-être, des bonnes volontés défaillantes, et puis, savons nous si, parmi les signataires de cette proclamation, il n'en est point qui aient une juste et vivaude dans la probabilité du succès?

Sans doute, nous croyons les espérances des républicains plus que hasardées, et, quelques difficultés que doive rencontrer M. Sagasta dans cette dure affaire des élections, personne ne pensera, sérieusement, qu'après de vingt-deux ans d'intervalle, le pays appelle, pour le placer à la présidence du Conseil, M. Ruiz Zorrilla, mais, en tout cas, ce Manifeste annonce, dans les divers groupes du parti républicain, une tendance à l'union, que, pour se traduit même, il était intéressant de noter.

Italie.

LA QUESTION DES BANQUES.

Nous lisons, dans le *Temps* du 30 janvier:

Pendant trois jours, le ministère italien a subi les assauts d'une opposition furieuse, qui avait trouvé, dans la question des banques—le *Panamino*, puisqu'il faut l'appeler par son nom—un excellent moyen d'offensive. Nous n'avons pas besoin de solliciter beaucoup notre imagination pour nous représenter, exactement, ce qu'a pu être cette bataille parlementaire, car nous assistons, chez nous, à des combats analogues, et chaque jour nous apporte une nouvelle mêlée. C'est même cette similitude de situation qui nous semble aujourd'hui particulièrement suggestive, après le vote que la Chambre italienne vient d'émettre à 120 voix de majorité. Sans doute, il est trop tard pour que nous voulions y chercher un exemple, mais il est encore temps d'y trouver une leçon et de la méditer.

Comme en France, il a suffi, en Italie, que l'on vît poindre la promesse de scandales politiques et financiers, pour que l'opposition exhumât, aussitôt, de ses archives, et fourbît, pour la circonstance, quelques maximes d'un rigorisme implacable. Comme en France, à cet appel de l'opposition, tous les tièdes amis du ministère, les ministres d'hier et ceux qui se croient les ministres de demain—tous ont senti leur loyalisme atteint et leur fidélité ébranlée; ils ont hurlé avec les loups; le cri qui retentit ici encore: "La lumière! toute la lumière!" a servi, là-bas, de ralliement à toutes les hostilités. Comme en France encore, les pouvoirs publics ont promis de tout faire pour que les coupables fussent légalement recherchés et punis; ils ont mis en mouvement l'administration et la magistrature; des arrestations ont eu lieu. Il semblait donc que la justice n'eût qu'à suivre son cours.

Mais, au delà comme en deçà des Alpes, les oppositions parlementaires ne se piquent point de bonne foi ni de logique: toutes les résistances du pouvoir seraient tenues comme autant de crimes; toutes ses concessions sont considérées comme hypocrites, ou, pour le moins, insuffisantes. Le ministère promettait l'enquête judiciaire, et la garantissait, d'avance, impartiale et complète. Qu'est cela? Il fallait l'enquête parlementaire. Hors de l'enquête parlementaire, confondant les pouvoirs, étendant et perpétuant le scandale, il n'était point de salut. Et c'est à propos de cette question de l'enquête parlementaire, que la Chambre italienne était déchaînée depuis trois jours. De la droite et de l'extrême gauche, venaient des objurgations pareilles. Mais à quoi bon tant insister sur ce spectacle d'une Assemblée que la raison ne possède plus et que l'instinct et la passion gouvernent? Nous l'avons vu chez nous, il n'y a pas si longtemps.

Or, ce parallélisme si exact entre la situation en France et la situation en Italie, au lendemain des scandales du Panama ou des banques—cette ressemblance si parfaite, a cessé d'être, brusquement, à l'heure du vote, et par bonheur pour l'Italie. Malgré toutes les menaces et toutes les prédictions pessimistes, le premier ministre—M. Giolitti—a tenu bon. Ce qu'on lui demandait, c'était, en somme sa démission. Il a offert de se démettre si la Chambre voulait passer outre, mais il a refusé, avec énergie, de se prêter à des fautes aussi révolutionnaires, où, sans profit pour personne, le bon renom du régime parlementaire, l'honneur de la patrie italienne et le crédit de la nation risqueraient de s'effondrer. Il a demandé que la Chambre laissât passer la justice, quitte à reprendre le débat—dans trois mois—si la conscience publique ne se tenait point pour satisfaite.

M. Giolitti a parlé et agi en homme d'Etat. Mais son attitude est, cependant, moins digne d'attention que celle de la Chambre elle même. C'est, en effet, par une majorité considérable: 274 voix contre 154, que l'Assemblée a donné raison au cabinet, malgré les tentatives de l'extrême gauche et de la droite coalisée, malgré les diversions plus ou moins habiles de MM. di Rudinì et Crispi, deux anciens présidents du conseil! On aura beau dire que la façon dont les élections se font en Italie assure aux ministères des majorités complaisantes: cette explication n'explique rien. Ce sont, au contraire, les majorités les plus dociles qui abandonnent un gouvernement avec le plus de désinvolture, lorsqu'un nuage apparaît à l'horizon ministériel. M. Crispi—pour rester en Italie—en a fait naguère l'expérience. La pusillanimité, qui est au fond de la plupart des individus, se complique, dans les Assemblées, d'une sorte d'ardeur et de badauderie moutonnières, qui précipitent les actes les plus décisifs de l'indépendance du cœur.

Non, c'est le sentiment d'une solidarité nationale, d'un pavillon à défendre contre toutes les malveillances et les ironies de l'étranger, c'est—pour tout dire d'un mot qu'on ne parce qu'on en méconnaît—c'est le patriotisme qui a empêché la Chambre italienne de s'engager dans une fausse voie. Pour ne pas exagérer les avantages de nos voisins, on peut, noter que notre expérience n'était pas faite pour les engager à nous imiter et à nous suivre, mais ils ont, tout de même, le mérite de l'avoir compris. N'est ce pas aussi l'exemple d'une solidarité et d'une continuité supérieures à toutes les querelles de groupes, que l'Angleterre essaye, en ce moment, de donner au monde, à nos dépens? A l'égard de cette question d'Egypte, que les partis—whig ou tory—traitent tour à tour en pleine liberté, dans l'opposition, il n'y a, pour les uns et les autres, qu'une tradition gouvernementale, qu'une ligne, qu'une direction et qu'un but. Quand il s'agit d'engager le pays, on regarde au drapeau, et non pas aux "plates-formes", ni aux intérêts électoraux. C'est ainsi, et non pas en écrivant le mot "vertu" sur tous les monuments publics, que les nations constituent leur personnalité morale et la font reconnaître, même par leurs pires ennemis.

Entendu au Havre, devant la mer secouée par la tempête et couverte d'écume:

Zoto à sa maman:

—Petite mère, il a fallu en mettre du savon pour que ça mousse comme ça!

Téléphone 479 P. E DUCROS, Gérant

GONZALES & LAUDUMIEY

Entrepreneurs de pompes funèbres

170 CHEMIN DU BAYOU.

Voitures pour l'Opéra, Promenades, Soirées, Mariages, &c. &c.

Nous sollicitons particulièrement le patronage des familles du second et du troisième district, et leur promettons entière satisfaction, aux prix les plus réduits.

Ordres pour enterrement reçus par téléphone à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit. 21 fév—1an

Suite de l'Association de Bienfaisance Nationale du Pelican

Nouvelle-Orléans, 15 février 1893.

Les officiers et les membres sont prévenus de se réunir, JEUDI, 16 février, à 3 heures 30 de l'après-midi, dans la salle, No 51 rue Bienville pour assister aux funérailles de leur frère décédé, JAMES P. FLANAGAN, âgé de 60 ans, natif d'Irlande.

Par ordre de

A. L. TISSOT, Président.
ELIX LAMBERT, Secrétaire aux finances.
16 fév—1t

MESSE FUNÈBRE.

Une messe funèbre sera dite vendredi matin à 7 heures, à la Cathédrale St Louis pour le repos de l'âme de GASTON SIPPERT. Les parents et les amis de la famille sont priés d'y assister.

16 fév—2t

Banque des Citoyens de la Louisiane.

—Départs-est de la Banque—Nlle-Orléans, 15 février 1893.—A la réunion annuelle des actionnaires de cette banque, tenue le 6 de ce mois, les messieurs dont les noms suivent ont été élus directeurs pour l'année courante:

G. W. NOTT, SIMON PFEIFER,
H. C. BOUCHER, PETER TORRE,
ERNEST PRAGST, FRANK VATTER,
HIPPOLYTE LAROUSSINI.

Et à une réunion du Conseil des Directeurs qui a eu lieu ce jour M. G. W. NOTT a été réélu Président de la Banque, M. HIPPOLYTE LAROUSSINI, Vice-Président, et M. A. A. LELONG, Caissier.

A. A. LELONG,
Caissier.

16 fév—3t

Bureau de la Compagnie du Chemin de Fer d'Orléans.—Nouvelle-Orléans, 15 février 1893.—A la réunion annuelle régulière, tenue le 6 février, les Directeurs suivants ont été élus pour l'année courante:

B. BEOUBAY, M. LIMONGI,
A. CASSARD, B. ADER,
D. L. WEIL, J. MARQUE,
G. ESNARD.

Et à une réunion du Conseil des Directeurs qui a eu lieu ce jour M. G. W. NOTT a été réélu Président de la Banque, M. HIPPOLYTE LAROUSSINI, Vice-Président, et M. A. A. LELONG, Caissier.

A. A. LELONG,
Caissier.

16 fév—3t

Changement de local

M. F. C. PHILIPPE s'honneur d'annoncer à ses clients et au public qu'il a transféré son imprimerie du No 66, rue de Chartres, au No 40 rue Saint-Louis, en face l'Hôtel Royal.

Son établissement est des mieux outillés pour la prompte livraison et la parfaite exécution de tous les travaux qui lui sont confiés.

29 janv—1m

W. G. Coyle & Cie.

CHARBON COKE.

Pittsburg, Anthracite, Kanawha, Cannel et Coke de Gas et Combustible.

Les planteurs, fonderies, familles et personnes faisant usage de charbon pour obtenir de la vapeur seront promptement approvisionnés au prix du marché.

BUREAUX.

47 -- Rue Carondelet -- 47

1er sept—6m dim mard jeud

E. BARBIER,

Successeur de S. Fournier,

Horloger et Bijoutier,

60 RUE ROYALE, 60

Entre Bienville et Conti, Nouvelle-Orléans.

MONTRES, PENDULES, DIAMANTS, BIJOUTERIE.

Réparations de toute objets concernant sa profession.

Garantie complète. Prix modérés.

Lunettes, Lorgnettes de Théâtre, Pince-nez!

1er déc—1an

ASSURANCES.

Vingt-sixième Etat Annuel

DE LA

Compagnie d'Assurances Germania

Incorporée 20 février 1866.

Réincorporée 17 janvier 1891.

CONFORMÉMENT à ce qu'exige sa charte, cette compagnie publie l'état suivant pour l'année se terminant le 31 décembre 1892:

Primes sur incendies	$249 094 85	
Primes maritimes	986 94	
Primes des rivières	1 179 55	
	$251 255 34	
A ajouter: Primes non expirées de 1891	44 850 20	
Total		$296 105 54
A ajouter: Intérêts et profits et pertes	$26,084 18	
Moins salaires et dépenses générales	12,887 95—	13,196 23
Fonds de surplus, 1891		21,490 92
Total		$330,792 59
Pertes payées—		
Sur risques de feu	$152 018 87	
Sur risques maritimes	175 44	
Sur risques de rivières	928 83	
	$153 124 14	
Réassurance	43 744 81	
Primes remises et commissions	59 380 68	
Taxes d'Etat et de ville, Board of Underwriters, et souscriptions	8,718 29	264,987 92
Profits brute		$65,824 67
Réservé pour—		
Primes non expirées de 1892	$47,378 85	
Pertes d'incendies non payées	11,964 13	
Fonds de surplus	6 481 69	
	$65,824 67	$65,824 67

ACTIF

Billets pour primes	$27 65
Primes en voie de collection	49 004 92
Prêts sur nantissement	4 475 00
Prêts sur hypothèque ler	2 200 00
Bons des Etats-Unis, bons complaides de ville et bons à prime	85,942 50
Stocks de banques, d'assurances et autres	31,717 50
Bons 1er hypothécaire, Weckerling Brewing Co	5,250 00
Propriétés foncières	66,814 84
Mobiles et bureaux et agences	4,912 14
Argent comptant et en banque	15,479 12
	$265,824 67

PASSIF.

Capital-actions	$200,000 00
Fonds de surplus	6,481 69
Réserve pour primes non expirées	47,378 85
Réserve pour pertes non payées sur incendie	11,964 13
	$265,824 67

Cet exposé est une copie juste et correcte des livres de la compagnie.

J. H. SINGER, Président.
J. E. MERILH, Vice-Président.
EMIL WEBER, Secrétaire.

Fait et signé sous serment devant moi, à la Nouvelle-Orléans, ce 13me jour de janvier 1893.

FRANK ZENGEL, Notaire.

DIRECTEURS.

J. J. WECKERLING, J. B. MEYERS,
J. HASSINGER, A. G. RICKS,
LOUIS GRUEBWALD, GEO LIEBLICH,
FRANK VATTER, JOHN G. MOLL,
J. E. MERILH, D. BERNHARDT
J. J. LANGLER, M VONDERBANK
F. W. DIELMANN, EMIL WEBER,
A. THIESEN.

15 janv—1m

Vingt-troisième Etat Annuel

—DE—

L'Association d'Assurance

DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

CONFORMÉMENT à sa charte, l'Association d'Assurance de la Nouvelle-Orléans publie l'état suivant de ses affaires pour l'année expirée le 31 décembre 1892:

Primes reçues:		
Sur risques de feu	$207,142 40	
Sur risques de marine	1,628 80	
Sur risques de rivières	3,844 44	
	$212,617 04	
A ajouter, primes non acquises de 1891	52,974 00	
Primes totales	$265,591 04	
A ajouter, intérêts et profits et pertes	7,557 02	
Revenus	$273,148 06	
A déduire, pertes payées:		
Sur risques de feu	$104,140 17	
Sur risques de marine	336 79	
Sur risques de rivières	311 78	
Total des pertes payées	$104,788 74	
Retour de primes et commissions	29,844 13	
Commissions	27,079 00	
Réassurances	22,980 45	
Taxes et Licences	2,799 52	
Dépenses du bureau et d'agences, salaires, loyer, impressions	13,057 56	
Débourés du corps de ville	29,711 86	
Déboursé		$222,243 26
		$50,904 86
A déduire:		
Primes non acquises	149,982 00	
Pertes ajustées et non ajustées	8,128 00	54,108 00
Portes		$3,203 14

ACTIF.

Argent en caisse	$ 61,062 16
$110,000 Bons des Etats-Unis 4 0/0	11,850 00
$62,000 Bons à Prime de la Nlle-Orléans	103,019 60
$50,000 Nouveaux Bons de l'Etat de la Louisiane	49,500 00
$40,000 Bons Consolidés de la Nlle-Orléans	42,500 00
10 Actions Germania Insce Co.	1,000 00
Prêts sur collatéraux	20,000 00
Prêts sur hypothèque et billets à recevoir	20 685 00
Primes en voie de recouvrement	30,017 32
Meubles et installations de bureau	2,500 00
	$342,205 08

PASSIF.

Capital	$300,000 00
Dividendes non réclamés	1,080 00
Réservé pour primes non acquises	45,983 00
Réserve pour pertes ajustées et non ajustées	8,125 00
	$355,770 00

Le tableau ci-dessus est une copie exacte des livres de l'Association d'Assurance de la Nouvelle-Orléans.

CHAS. D. DELERY, GEO. LANAUX,
Secrétaire. Président.

Assermenté et signé devant moi, notaire public, ce 14 janvier 1893.

EDGAR GRIMA,
Notaire Public.

15 janv—1m—Dim Jeu

JOURNAUX FRANCAIS

Echo de Paris, Figaro, Gil Blas, Intransigeant, Lanterne, Petit Journal, Petit Parisien, Lettre aux Amis, France Moderne, Mode Nationale, P. Echo de Mode, Bon Journal, Caricature, Ecliptse, Jaut, Amusant, Jal. des Voyages, Monde Comique, P. Jnal. p. rire, Scien. Pitrée, etc.

Dépositaires Généraux:

L. DERMIGNY & Cie.
126 W. 25th Street, NEW YORK.

Envois par la Poste dans toute l'Amérique.

DEMANDEZ LA LISTE!

Conditions spéciales aux Marchands

CRESCENT CITY

JOCKEY CLUB

SAISON D'HIVER.

A partir de mercredi prochain, 14 décembre les courses commenceront à 1 30 au lieu de 3 P. M.

Cinq courses ou plus chaque jour.

Entrée, 50cts, donnant accès partout sur le terrain et aux tribunes.

2 déc—4 m

Meilleur à l'épreuve du feu Fire proof oil—le meilleur au monde, 10 cts. le gallon.

Gasoline sans odeur pour stove, 10cts. le gallon; Lampes, Gasoline, Stoves, etc., les plus beaux articles du genre aux prix les plus réduits. Prompte attention donnée aux commandes reçues par la malle. FERDINAND PECOUL, 66 rue de Chartres, près Bienville.

9fév—1m

D. MERCIER'S SONS

Les marchands renommés par la modicité des prix de leurs articles et la loyauté dans leurs transactions commerciales

Vêtements confectionnés, Chapeaux et Articles de toilette pour messieurs et enfants.

Le magasin est ouvert le samedi soir jusqu'à 10 heures, et fermé le dimanche.

Coin des rues Dauphine et Bienville, à deux lots de la